

---

M.E.S., Numéro 133, Vol. 2, mars – avril 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---



***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, mars - avril 2024*



## INCLUSION SOCIALE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN RD CONGO :

*une analyse à court et long terme par le modèle VECM*

par

**André-José BANDABA NGABO**

*Assistant, Université de Kinshasa*

**Mathieu KYALUMBA MWAGALWA**

*Assistant à l'Université Révérend Kim*

**Godefroid MISENGA MILABYO**

*Assistant, Université de Kinshasa*

*(Tous) Faculté des Sciences Économiques et de Gestion,  
Université de Kinshasa*

---

### Résumé

*L'objectif de cet article est d'évaluer la relation entre l'inclusion sociale et la croissance économique en République démocratique du Congo, depuis 1990 jusqu'en 2021. Pour ce faire, nous avons utilisé le modèle VECM qui nous a permis de ressortir la relation de long terme entre les indicateurs d'inclusion sociale et la variable endogène. Les résultats obtenus montrent qu'il y a une faible inclusion sociale en RDC. De ce fait, aucun indicateur de l'inclusion sociale n'influence la croissance économique à court terme. Mais lorsque la période devient longue, l'augmentation du financement dans l'éducation, dans la santé et la création d'emploi pour les jeunes boosteront l'inclusion sociale et impacteront positivement et significativement la croissance économique. Ainsi, donc, il est recommandé aux pouvoirs publics d'augmenter la part du budget alloué à l'éducation et à la santé afin de valoriser le capital humain et accroître la productivité des personnes démunies et vulnérables. Cela veut aussi dire que pour améliorer les conditions de participation de la population à la vie sociale et économique de la société, il est nécessaire de renforcer leurs capacités, leur donner de plus amples opportunités économiques et leur permettre de vivre dans la dignité.*

**Mots-clés :** *inclusion sociale, croissance économique, modèle VECM, valorisation du capital humain*

### Abstract

*The objective of this article is to evaluate the relationship between social inclusion and economic growth in the Democratic Republic of Congo, from 1990 until 2021. To do this, we used the VECM model which allowed us to emerge the long-term relationship between social indicators of inclusiveness and the endogenous variable. The results obtained show that there is low social inclusion in the DRC. As a result, no indicator of social inclusion influences economic growth in the short term. However, when the period becomes long, increasing funding in education, health and job creation for young people will boost social inclusion and have a positive and significant impact on economic growth. Therefore, it is recommended that public authorities increase the share of the budget allocated to education and health in order to enhance human capital and increase the productivity of poor and vulnerable people. In other words, to improve the conditions for participation of the population in the social and economic life of society, it is necessary to strengthen their capacity (enhancement of human capital), to give them greater economic opportunities and enable them to live in the dignity.*

**Keywords :** *social inclusion, economic growth, VECM model, human capital development*

### INTRODUCTION

Malgré d'importants progrès réalisés dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'Afrique compte la moitié de la population mondiale extrêmement pauvre. La proportion de la population africaine vivant dans l'extrême pauvreté est tombée de 57 % en 1990 à 41 % en 2013 selon les dernières estimations (Beegle *et al.* 2016, Banque mondiale 2016a).

La République démocratique du Congo n'est nullement pas épargnée. La majorité de sa population est socialement, financièrement et économiquement exclue de la société. Les groupes

défavorisés – tels que les jeunes, les enfants, les femmes, les personnes handicapées, les minorités et les populations rurales – continuent d'être confrontés à l'exclusion en RDC. De ce fait, le pays figure parmi les nations les plus pauvres de la planète, malgré la réalisation d'une croissance économique positive.

C'est ainsi que l'engagement de ne laisser personne de côté fait partie des caractéristiques déterminantes du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD). L'Agenda 2030 envisage des sociétés pacifiques, justes et inclusives dans lesquelles tous les êtres humains peuvent réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité. La lutte contre les inégalités est liée aux ambitions d'éradication de la pauvreté et de réalisation d'une croissance économique durable.

Ce faisant, l'incapacité à garantir une croissance inclusive est identifiée comme un facteur causal de la violence et de l'insécurité et freine le développement durable.

Ainsi, nous avons structuré cette étude en trois points :

- revue de la littérature théorique et empirique
- état des lieux de la croissance économique et de l'inclusion sociale en RDC
- évaluation empirique et recommandations

## I. REVUE DE LA LITTÉRATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

### 1.1. Croissance économique

La croissance économique est l'une des préoccupations majeures de la science économique, de par son importance en termes de création de richesses, de prospérité et d'amélioration des niveaux de vie de la population (Solow R., 2016).

Les économistes (Perroux, 1958) décrivent la croissance économique comme étant l'augmentation soutenue pour une ou plusieurs périodes du produit intérieur brut. L'augmentation de la production pendant une courte période est appelée expansion.

Les Classiques sont les premiers courants qui s'interrogent sur la question de la croissance économique. Pour Smith (considéré comme chef de file des classiques), la division du travail est à la base de la croissance, mais elle est liée à la taille des marchés. Ce faisant, le commerce international serait donc essentiel dans la réalisation de la croissance économique.

Pour certains classiques, notamment David Ricardo, Malthus et Mill, la croissance n'est pas appréhendée comme un processus de longue durée à cause de la loi des rendements décroissants. Ces derniers mènent l'économie à un « état stationnaire ». À ce niveau, la croissance économique est nulle. Toute augmentation de la croissance peut alors provenir du progrès technique.

Nikolai Kondratiev (1920) met l'accent sur l'existence de cycles économiques longs de 40 à 60 ans, période à laquelle l'activité économique connaît successivement une ascension et un déclin.

Joseph Schumpeter (1939) explique les cycles économiques par la présence du progrès technique : ce sont les innovations techniques qui provoquent des périodes de croissance.

Dans les années 1940, Roy Harrod et Evsey Domar sont à l'origine des premiers *modèles de croissance keynésiens*. Ils discutent de la possibilité d'une croissance équilibrée, où la demande croît au même rythme que les capacités de production, ce qui garantirait le plein-emploi. Le modèle montre qu'il n'y a aucune raison que la croissance soit équilibrée et qu'une telle situation soit très improbable. La croissance équilibrée serait un chemin étroit (« sur le fil du rasoir »), qui ne pourrait être maintenu qu'à l'aide de l'intervention de l'Etat.

Au cours des années 1950, Robert Solow développe ce qui deviendra le *modèle de croissance néoclassique* de référence. Il montre qu'une croissance de plein-emploi stable et équilibrée est possible, ce qui remet en cause le modèle d'Harrod-Domar. Pour Solow, le progrès technique est exogène.

Enfin, dans les années 1980, apparaissent les *théories de la croissance endogène* avec les auteurs comme Romer, Lucas, ... Dans cette perspective, la croissance vient de facteurs internes (endogènes) et en sont aussi des conséquences.

Par exemple, pour Robert Lucas, l'accent est mis sur la valorisation du capital humain comme source de la croissance économique. La croissance permet l'élévation du niveau de formation des individus, qui permet à son tour un accroissement de la croissance.

## 1.2. Inclusion sociale

L'inclusion sociale peut être définie comme étant le processus visant à améliorer les conditions dans lesquelles les individus et les groupes peuvent participer à la vie de la société (Banque mondiale 2013a). Cela passe par l'accès à l'éducation, à un système sanitaire aisé, aux opportunités économiques sans tenir compte ni de l'âge, ni de l'origine, ni du sexe, ni de l'appartenance, ...

### - L'éducation

Dans les pays de l'OCDE, selon les estimations, l'effet à long terme d'une année d'études supplémentaire sur la production économique est généralement compris entre 3 et 6 %. Il ressort également d'analyse qu'un pays qui investit plus dans le capital humain, aura un potentiel de croissance élevé. Les résultats scolaires de 14 pays de l'OCDE ont montré que le capital humain a des effets positifs et significatifs sur la croissance.

Selon une analyse des facteurs de croissance économique réalisée par le Secrétariat de l'OCDE, l'augmentation du PIB par habitant s'explique pour moitié au moins par l'accroissement de la productivité du travail dans la plupart des pays de l'OCDE pendant la période allant de 1994 à 2004.

De nombreuses recherches empiriques ont confirmé l'existence d'une relation positive entre l'éducation et la productivité. Les travailleurs plus instruits sont généralement plus productifs. Ils sont aussi susceptibles d'augmenter la productivité de leurs collègues. Un capital humain plus abondant facilite les investissements dans le capital matériel et favorise le développement et la diffusion des nouvelles technologies, lesquelles améliorent à leur tour la productivité des travailleurs.

*Human Capital, Fertility, and Economic Growth.* Dans cet article, Becker, Murphy et Tamura s'intéressent aux interactions entre le capital humain, la fécondité et la croissance économique. Ces auteurs ont observé que lorsque le stock de capital humain s'élève, la fécondité (demande pour les enfants) diminue notamment à cause des coûts liés aux soins des enfants (éducation, santé, loisirs...).

*Education for Growth: Why and For Whom?* Dans cette étude, Krueger et Lindahl s'étaient inspirés de travaux de Jacob Mincer. Ils ont analysé les effets de l'éducation sur la croissance des revenus et du PIB à partir d'évidences non seulement microéconomiques, mais aussi macroéconomiques. Ils dénoncent le fait que l'éducation puisse affecter le produit national, par différents canaux, qui ne sont pas forcément pris en compte par le taux de rémunération. Ils citent à cet effet, la corrélation négative entre l'éducation des femmes et leur taux de fécondité, dans les pays en développement en l'occurrence. Sur le plan microéconomique, leur analyse s'articule autour des conclusions de Mincer (1974).

### - La santé

Becker (2001) part des fondements micro économiques pour signifier qu'au sein d'un ménage relativement pauvre, la faiblesse du budget global le contraint à opérer un arbitrage entre la quantité et la qualité des enfants. Le plus souvent, l'investissement dans la qualité des enfants en termes de santé est évincé par le nombre d'enfant.

Dans une étude menée sur les écoliers tanzaniens, il a été démontré que l'état nutritionnel est un facteur prédictif des résultats de tests de la faculté cognitive et du degré d'instruction [Bhargava, 1997], autant qu'il l'est pour la taille à l'état adulte. Cette dernière est en corrélation

positive avec le revenu à l'âge adulte [OMS, 2001] ; renseignant alors sur la manière dont l'antécédent nutritionnel influe sur la productivité économique tout au long de la vie active.

Le projet de programme d'action établi par l'OMS indique qu'une bonne infrastructure de santé contribue à la hausse des taux de productivité, de l'investissement et de l'épargne, de scolarisation et de formation ainsi que des taux d'accroissement de la population.

D'après Balde (2003), la santé dépend des *facteurs biologiques ou endogènes* (patrimoine génétique et système immunitaire) ; *des facteurs liés à l'environnement* (pollution de l'air, les déchets liquides et solides) ; *des facteurs relatifs aux habitudes de vie* (comportement, attitudes et pratiques), *à la consommation* (alcool, tabac) et *aux accidents de circulation* et enfin, *des facteurs reliés au système de soins* (offre de soins, financement, politique de santé).

Mwabu (2001) regroupe les facteurs de l'état sanitaire en trois dimensions, à savoir : (1) *le niveau individuel* qui combine les facteurs biologiques, ceux liés aux habitudes de vie et à la consommation et intègre en supplément le genre et l'éducation ; (2) *le niveau du ménage et de la communauté* qui comprend les facteurs relatifs au système de soins ainsi que d'autres aspects tels que l'habitat, l'offre certaine de l'eau, l'assainissement et les infrastructures sociales ; (3) *le niveau sociétal* reprend les facteurs inhérents à l'environnement auxquels s'ajoutent les chocs à caractère économique tels les variations du taux de change ( l'appréciation ou la dépréciation de la monnaie nationale); ceux à caractère politique comme les conflits armés et les flux de réfugiés à l'intérieur.

Gillis (1998) place un accent sur la malnutrition comme source majeure de morbidité et de mortalité précoce dans les PED.

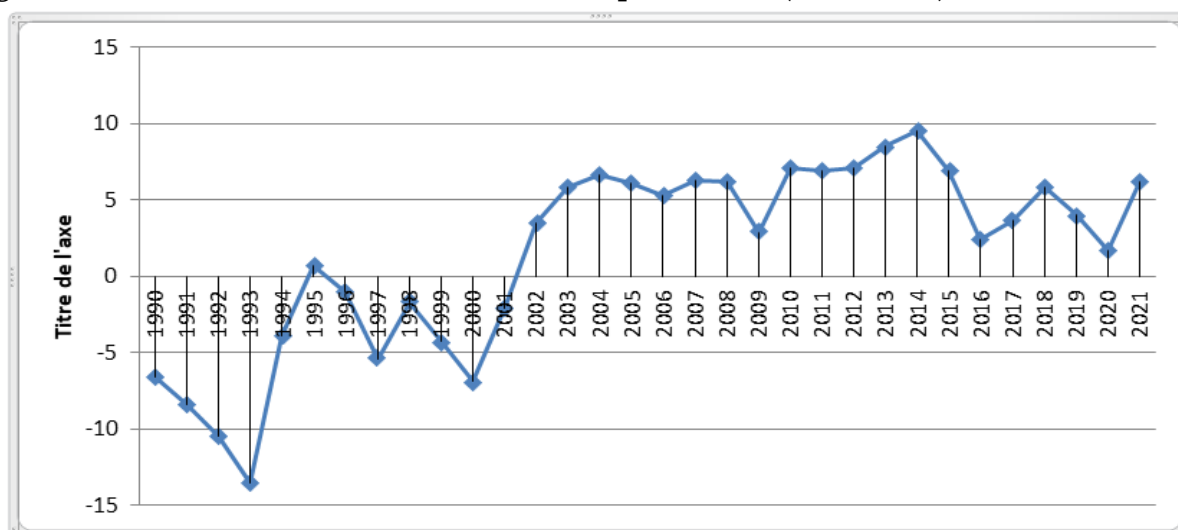
## II. ETAT DES LIEUX DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET DE L'INCLUSION SOCIALE EN RDC

### 2.1. Évolution de la croissance économique

La RDC a entamé, à partir de 2001, des réformes qui lui ont permis de renouer avec la croissance économique dès 2002. Cet épisode de croissance a été marqué par une dynamique de forts taux de croissance inscrits assez longue, en moyenne autour de 5,2 % l'an.

Ainsi, le graphique ci-dessous montre l'évolution de la croissance du PIB réel depuis 2002 jusqu'en 2021.

Figure n°01 : évolution de la croissance économique en RDC (2002 - 2021)



Source : Banque Centrale du Congo, Rapports annuels 2021.

Nous constatons une période de croissance négative entre 1990 et 2001, le PIB réel a régressé au taux moyen de -5,3 %, avec une forte chute en 1993 d'environ -13,5 %. Cette contre-performance résulte de l'instabilité politique, notamment les conflits armés, les pillages, etc. Cependant, depuis 2002 jusqu'en 2021, nous observons un taux de croissance positif. L'évolution à dents de scie est due aux différents chocs exogènes. La chute du taux de croissance de 2009

s'explique par la crise de *sub-prime* qui a frappé l'économie mondiale. En 2016, la chute observée provient de la perturbation de la conjoncture extérieure, notamment la baisse des cours des matières premières. Enfin, la crise de covid-19 a frappé de plein fouet la plupart des économies mondiales, sans épargner l'économie congolaise.

Malgré la vague des chocs exogènes post 2001, ce second épisode de croissance économique amorcé à partir de 2002 est demeuré positif et reste le plus long de l'histoire économique récente de la RDC, soit au total 20 années consécutives des taux de croissance positifs. Cette performance est intervenue sur fond d'un cadre macroéconomique relativement stable.

## 2.2. Les branches d'activité et la croissance économique

La croissance en RDC résulte des activités économiques effectuées par les agents économiques. Cependant, toutes les branches d'activité économique ne contribuent pas également à la réalisation de cette croissance.

**Tableau I. Contribution des différents secteurs à la croissance économique (en point de croissance)**

Branche d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
Industrie extractive	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2	2	4,4	0,3	2,7	2,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,5</b>
Industries manufacturières	0,6	1,1	1,1	1,5	1	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,5
Bâtiments et Travaux publics	0,6	0,6	0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0	0,1
Electricité, gaz et eau	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>2,1</b>	<b>0,1</b>	<b>2,2</b>
Commerce de gros et de détail	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,6
Transports et communications	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,3
Services marchands	0,4	0,6	1	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3
Services non marchands	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0	0	0,3	-0,2	0,1
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>

Source : Banque centrale du Congo, Rapport annuel 2021

Pour une période de 10 ans (2012 – 2021), la RDC a pu en moyenne réaliser une croissance positive d'environ 5,62 %. Ainsi, 2,88 % provient du secteur primaire, 0,88 % du secteur secondaire, 1,98 % du secteur tertiaire et le reste des taxes sur les produits.

La performance économique réalisée durant cette dernière décennie s'explique principalement par le dynamisme du secteur minier qui a attiré des investissements importants, même si la croissance a également été portée par l'agriculture, la construction, le commerce et les télécommunications. Pendant cette période, la contribution du secteur minier à la croissance a représenté une part importante.

Cette forte dépendance à l'égard du secteur minier est un défi pour l'économie congolaise, le secteur créant peu de valeur ajoutée et d'emplois et subissant la volatilité des cours des marchés mondiaux. (Profil des pays, 2017, p.2). C'est cette dépendance qui explique l'impact considérable de la chute brutale des cours mondiaux des matières premières en 2015 et de la COVID-19 sur le dynamisme de l'économie congolaise.

Les informations contenues dans le tableau I montrent que durant les dix dernières années, la transformation structurelle de l'économie n'est pas au rendez-vous. La contribution du secteur primaire demeure prépondérante dans la réalisation de la croissance économique, suivie du secteur tertiaire. La part du secteur industriel demeure marginale. Ce qui remet en cause l'inclusion sectorielle de la croissance économique.

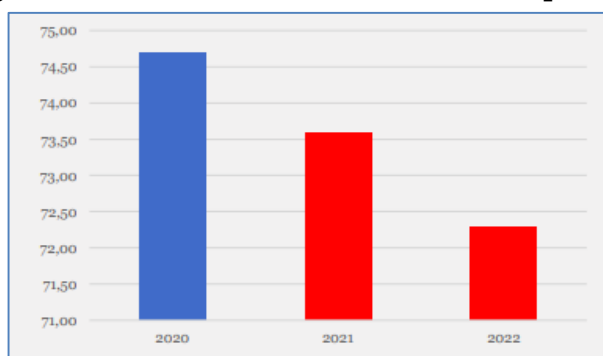
## 2.2. Dimension sociale

En dépit des performances économiques enregistrées au cours de la décennie passée, le taux de pauvreté au seuil national de 1,25 \$/jr est resté relativement élevé (64,5%). Son profil est marqué par une incidence plus élevée dans le milieu rural (69%) que dans le milieu urbain (52,5%) et de fortes disparités entre les femmes (75,6%) et les hommes (51,5%). La pauvreté reste donc un véritable phénomène de masse en RDC (BM, juin 2016).

En plus, Ngonga N. et Tombola C. (2015, p.60) estiment que la croissance économique enregistrée ces dernières années en RDC n'a pas contribué à réduire proportionnellement la pauvreté et le chômage ; et, ces auteurs considèrent aussi que le chômage de longue durée constitue l'une des causes de la trappe à pauvreté en RDC (Ngonga et Tombola, 2015, p.60).

Toutefois, les estimations les plus récentes montrent que la pauvreté est en recul timide, passant de 74,7% en 2020 à 72,3% au seuil international de 1,9 USD par jour.

**Figure n°02 : Évolution de l'incidence de la pauvreté**



Source : OCDD

Cette baisse cependant n'annule pas l'ampleur du problème qui demeure très élevée. D'ailleurs, en dépit de cette faible diminution, le nombre de pauvres a augmenté en moyenne de 1,2 million par an. Ce niveau de pauvreté place le pays au troisième rang des pays aux taux de pauvreté parmi les plus élevés en Afrique sub-saharienne (PNUD, 2023).

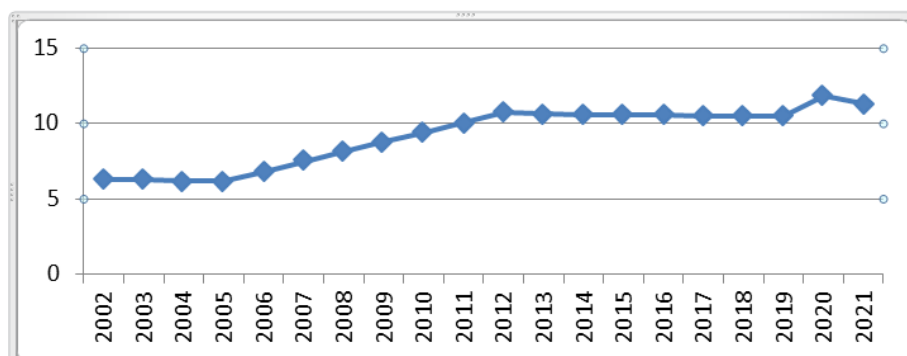
Ainsi, le score de la RDC pour l'indice de développement humain demeure faible. De 2002 à 2021, il est passé de 0,378 à 0,479, soit une amélioration de 1,01 point (BM, 2020). Toutefois, ce score continue à placer le pays dans la catégorie « développement humain faible » et au dernier Rang parmi les 189 pays.

### 2.2.1.1. Chômage des jeunes

Le chômage au sens de BIT touche particulièrement les jeunes (de 15 à 24), avec une prévalence globale de 15,5% pour une population estimée en 2019 à plus de 98,37 millions d'habitants dont plus de 60% constituée des jeunes (INS, 2020).

L'agriculture, qui emploie environ 62% de la population en âge de travailler et 73% du total de la population rurale, reste le plus grand secteur pourvoyeur d'emplois. La dépendance à ce secteur est encore plus élevée chez les ménages ruraux pauvres.

**Figure n°03 : évolution du taux de chômage des jeunes en RDC (2002 - 2021)**





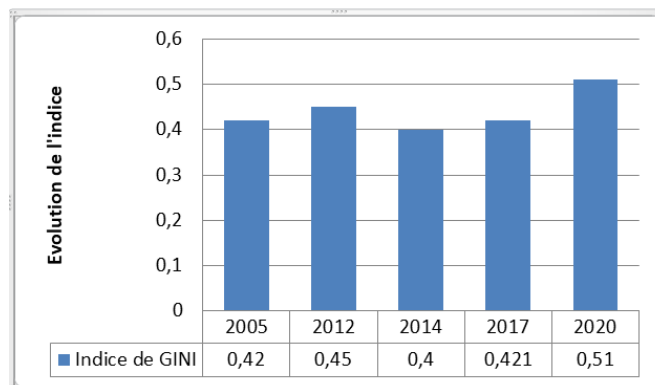
La figure indique une tendance croissante du chômage des jeunes en République démocratique du Congo durant la période sous étude.

### 2.2.2. Les inégalités sociales

La typologie des inégalités sociales en RDC fait ressortir des inégalités de revenus, de développement humain, d'accès aux services sociaux de base et de celles de genre (Enquête 1-2-3 de 2012).

Depuis, la stagnation de l'indice de Gini, qui s'établirait actuellement à 42,1, laisse à penser que la croissance est devenue moins inclusive (PNUD, 2017). La persistance des inégalités régionales explique aussi la priorité donnée au processus de décentralisation.

**Figure n°04 : évolution de l'indice de Gini**



Source : Document du Programme Présidentiel Accéléré de lutte contre la pauvreté & les inégalités en RDC (PPA-LPI, 2021)

Les inégalités de revenus ont augmenté entre 2005 (Gini 0,42) et 2012 (Gini 0,45), avant de baisser légèrement en 2017 (Gini 0,421). De même, avec un coefficient de Gini de 0,51 en 2020 contre 0,421 en 2017, les inégalités sont en augmentation en RDC (PPA, 2011).

### 2.2.3.2. Les inégalités de genres

Bien que constituant la majorité de la population (51,5%), les filles et les femmes congolaises demeurent sous-représentées dans les différents cycles d'enseignement ainsi que dans les différents secteurs d'activités économiques. Selon l'Annuaire Statistique 2020, l'indice de parité dans le primaire était de 0,9 en 2018 ; 0,7 dans le secondaire et 0,49 dans le supérieur. Quant au taux d'alphabétisation des 15-24 ans, en 2016, il s'est situé à 76,2 (PDL-145T, 2021, p.5).

Au niveau de l'emploi, les femmes représentaient seulement 2,8% des emplois-salariés formels contre 97,2% pour les hommes. Les emplois féminins sont principalement concentrés dans l'agriculture traditionnelle (70%) et dans le secteur informel (60%). La proportion de femmes représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat était respectivement de 8,4% et 4,6%, inférieure à la norme de 50% fixée par la Constitution.

L'indice d'inégalité du genre (IIG) : enregistre les écarts hommes/femmes dans les domaines de la santé reproductive, l'autonomisation et le statut économique - demeure élevé à 0,617 (2019), comparé à la moyenne des pays subsahariens de 0,570. Ce niveau élevé des inégalités de genre prive le pays d'un levier essentiel à l'accroissement de sa productivité et à la dynamisation de sa croissance économique, et l'empêche de tirer pleinement profit du potentiel productif que représente l'apport des femmes.

### 2.2.4. Accès à un système éducatif et sanitaire décent

La RDC se classe au 164e rang sur 174 pays selon l'indice de capital humain 2020. L'indice de capital humain de la RDC s'établit à 0,37, au-dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (0,40). Cela signifie qu'un enfant congolais né aujourd'hui ne peut espérer réaliser que 37 % de son potentiel, par rapport à ce qui aurait été possible s'il avait bénéficié d'une scolarité complète et de qualité, et de conditions de santé optimales (BM, 2022).

### 2.2.4.1. Secteur de l'éducation

L'accès à l'éducation s'est considérablement amélioré au cours des deux dernières décennies, en particulier chez les filles et les plus jeunes. Entre 2000 et 2017, le taux net de scolarisation dans le primaire a augmenté de 50 %, passant de 52 à 78 %. Mais le taux d'achèvement du primaire reste bas (75 %), et la qualité de l'éducation extrêmement faible : on estime que 97 % des enfants de dix ans en RDC sont en situation de pauvreté des apprentissages, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas en mesure de lire et comprendre un texte simple.

**Tableau II. Accès à l'enseignement primaire et taux d'achèvement**

Indicateurs	2014/2015	2017/2018	2019/2020
Taux brut de scolarisation	110%	113%	107%
Indice de parité entre les genres	0,93	0,92	0,92
Taux d'achèvement	75,8%	75,3%	70,7%

Sources : MEPST/CTSE, 2017, 2019, 2021.

Ce tableau donne un aperçu de l'évolution de la scolarisation brute, de la parité entre les genres et des taux d'achèvement ces dernières années. Le taux d'achèvement du primaire était de 71 % en 2019/2020, taux inférieur à celui de 2017/2018 (75 %) et dont la différence avec celui de 2013 (69 %) n'est pas significative (UNESCO, 2012, p. 20).

**Tableau III. Évolution de dépenses publiques allouées à l'éducation (DPAE) en RDC de 2002 à 2018 (en pourcentage)**

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
DPAE	1,58	1,58	1,58	1,58	1,58	1,58	1,58	1,58	1,60
Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DPAE	1,58	1,58	2,24	1,58	2,29	1,58	1,58	1,58	-

Source : Auteur, à partir de données Metadata 2018 de la Banque Mondiale (BM).

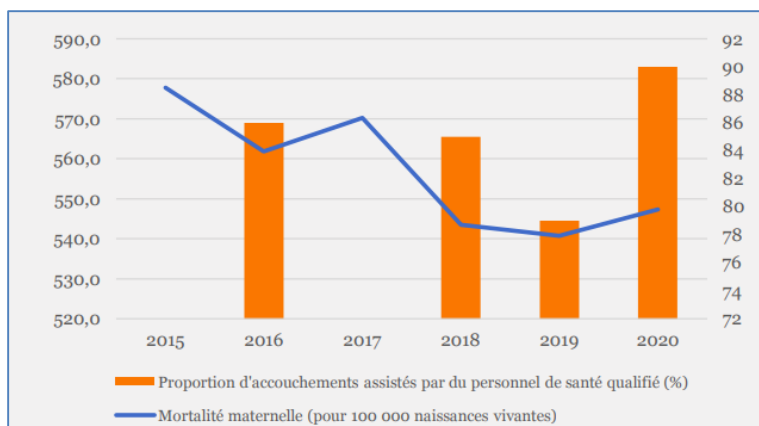
Le tableau 2 nous renseigne que l'évolution des dépenses publiques allouées à l'éducation est restée constante, à 1,58 %, de 2002 à 2009. En 2010, elle a légèrement augmenté pour passer à 1,6% et en 2015, elle atteint son pic de 2,29 % pour retourner à 1,58% les trois dernières années.

Les dépenses de l'éducation demeurant toujours faibles, cela prouve que l'amélioration du système éducatif n'était pas une priorité pour les autorités.

### 2.2.4.2. Secteur de la santé

La situation sanitaire reste inquiétante en RDC. Les estimations les plus récentes font montrer un taux élevé de la mortalité maternelle, de l'ordre de 547,4 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes en 2020, en dépit des progrès importants réalisés dans la santé maternelle au cours de la décennie passée. En plus, le ratio de la mortalité maternelle demeure nettement très élevé comparativement à celui de 2010, et de très loin supérieur à la cible mondiale de 70 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes d'ici 2030<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Rapport d'Examen National Volontaire de la RDC 2023, p44

**Figure n°05 : Évolution de la santé maternelle**

Source : OCDD, à partir des données de MICS-Palu, Ministère de la Santé et UNStat-SDG

Le taux de fécondité des filles congolaises de 15-19 ans est de l'ordre de 109 naissances pour 1000 filles adolescentes en 2019. Ce taux est nettement plus important que la moyenne mondiale (44 naissances pour 1 000 filles adolescentes), mais proche de la situation de l'Afrique subsaharienne (101 naissances pour 1 000 filles).

Notons également que le financement du secteur de la santé reste faible au regard de la taille des défis à relever (Dabire J.M., BAD, 2018).

**Tableau IV. Budget alloué au secteur de la santé en RDC en RDC (2016-2019)**

Année	2016		2017		2018		2019	
	voté	exécuté	voté	exécuté	voté	exécuté	voté	exécuté
Montant total (milliards CDF)	366	351	790,8	412,5	761,5	440,9	1056,32	526,9
Investissement	167	139	551	204,9	388	190,7	582	151,7
Taux d'exécution	96%		52,20%		57,89%		49,88%	
Part de la santé dans le budget	6,70%		8,20%		7,00%		8,30%	
Budget total par tête	42,95 USD		33,92 USD		45,61 USD		48,01 USD	
Budget de la santé par tête	2,86 USD		2,79 USD		3,21 USD		3,99 USD	

Source : RDC/Ministère du Budget

En effet, le budget de la santé 2017 s'élevait à 1056,32 milliards de CDF (8,3 % du budget total) et n'a été exécuté qu'à 44,9 %. Le budget par tête de la RDC (48,01 USD en 2019) est inférieur à celui de la RSA (1416 USD en 2017), du Botswana (2176 USD), du Gabon (1268,8 USD), du Burkina Faso (187 USD), du Nigéria (178 USD) et de l'Éthiopie (92,8 USD).

### III. EVALUATION EMPIRIQUE DE L'INCLUSION SOCIALE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RDC

Le présent point vise à vérifier de manière empirique l'incidence de l'inclusion sociale sur la performance économique en RDC durant la période allant de 1990 à 2021. Pour ce faire, nous avons recouru à la co-intégration multiple. Cette dernière permet d'évaluer les effets de court et de long terme des indicateurs sociaux sur la croissance économique en RDC.

### 3.1. Présentation du modèle

#### 3.1.1. Co intégration multiple ou modèle VECM : l'approche de Johansen (1998)

##### a) Test de cointégration

Considérons un vecteur  $X_t$  contenant  $N$  variables  $\sim I(1)$ . La représentation VAR(p) de  $X_t$  est :

$$X_t = A_1 X_{t-1} + \dots + A_p X_{t-p} + \varepsilon_t \quad \text{avec} \quad \varepsilon_t \sim N(0, \Sigma)$$

$(N,1) \quad (N,N) \quad (N,1) \quad \quad \quad (N,N) \quad (N,1) \quad (N,1)$

Après démonstration, le modèle VECM peut s'écrire comme suit :

$$\Delta X_t = B_1 \Delta X_{t-1} + \dots + B_{p-1} \Delta X_{t-p+1} + \Pi X_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$\text{où } B_i = \sum_{j=i+1}^p -A_j \quad \text{avec } i = 1, \dots, k-1 \quad \text{et} \quad \Pi = A_1 + \dots + A_k - I.$$

##### b) La procédure du test de co-intégration et d'estimation d'un VECM

- 1<sup>ère</sup> étape : Tester la stationnarité des variables pour déterminer s'il y a possibilité de Co-intégration ou non
- 2<sup>ème</sup> étape : Si le test de stationnarité montre que les variables sont intégrées d'un même ordre, il y a alors risque de co-intégration. On peut envisager l'estimation d'un modèle VECM. Pour ce faire, on commence par déterminer le nombre de retards  $p$  du modèle VAR(p) à l'aide des critères d'information (Akaike et Schwarz).
- 3<sup>ème</sup> étape : Mettre en place le test de Johansen permettant de connaître le nombre de relations de co-intégration.
- 4<sup>ème</sup> étape : Identifier les relations de cointégration, c'est-à-dire des relations de long terme entre les variables.
- 5<sup>ème</sup> étape : Estimation par la méthode du maximum de vraisemblance du modèle VECM et validation des tests usuels : significativité des coefficients et vérification que les résidus sont des bruits blancs (test de Ljung-Box).

#### 3.2.3. Étude de la stationnarité

L'estimation d'un modèle VAR se fait sur des données stationnaires. Dans ce cadre, il est important de vérifier la stationnarité des variables de notre modèle.

Tableau 06. Test d'ADF (Duckyey Fuller augmenté) sur les variables non stationnaires

Variables utilisées	Niveau			différence 1ère		Ordre de la stationnarité
	Test ADF	Machinon au seuil de 5%	Probabilité	Test ADF	Machinon au seuil de 5%	
TCE	-1.526	-1.952	0,117	-4.962	-1.952	I(1)
DPED	-0.798	-1.952	0.362	-6.426	-1.952	I(1)
DPSANT	-0.368	-1.952	0.543	-6.882	-1.952	I(1)
PFMT	1.613	-1.952	0.971	-2.635	-1.952	I(1)
PJMT	0.744	-1.952	0,87	-4.944	-1.952	I(1)

Il ressort de ce tableau que toutes les variables utilisées sont devenues stationnaires après la première différence. Ainsi, l'existence d'une relation de co-intégration devient possible.

**Test de cointégration de Johansen**

## Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized	Trace	0.05		
No. of			Critical	
CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Value	Prob.**
None *	0.657331	<b>76.10326</b>	<b>69.81889</b>	<b>0.0144</b>
At most 1	0.527591	43.97356	47.85613	0.1105
At most 2	0.386027	21.47627	29.79707	0.3286
At most 3	0.203330	6.842163	15.49471	0.5961
At most 4	0.000758	0.022739	3.841466	0.8801

Il y a cointégration car l'hypothèse nulle d'absence de cointégration a été rejetée car le test de la trace montre qu'il y a existence d'au moins une relation de long terme (76,103>69,818) au seuil de 5%.

**Nombre de retards optimal :**

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-152.9879	NA	0.037122	10.89571	11.13145*	10.96955*
1	-126.1930	42.50224*	0.033805*	10.77193*	12.18637	11.21491
2	-107.9247	22.67778	0.063688	11.23619	13.82934	12.04833

Le nombre de retard retenu est  $p = 2$

On peut alors passer à l'estimation d'un VECM après avoir vérifié le nombre de retard optimal.

**Tableau n°07 : estimation du modèle VECM**

Co-intégration (Relation de long terme)					
Cointegrating Eq:	CointEq1				
CRE(-1)	1.000000				
DPED(-1)	6.618362 (2.42087) [2.73388]				
DPSA(-1)	1.915637 (2.22633) [ 2.68044]				
FEMTR(-1)	2.352639 (1.32927) [ 1.76988]				
PJMT(-1)	3.364247				

	(1.38073)				
	<b>[2.43656]</b>				
C	13.95645				
<b>Modèle à correction d'erreur (relation de court terme)</b>					
<b>Error Correction:</b>	<b>D(CRE)</b>	<b>D(DPED)</b>	<b>D(DPSA)</b>	<b>D(FEMTR)</b>	<b>D(PJMT)</b>
CointEq1	-0.281561	0.033669	0.015513	-0.011458	0.088220
	(0.08458)	(0.02060)	(0.01575)	(0.00972)	(0.02254)
	[-3.32884]	[ 1.63462]	[ 0.98513]	[-1.17862]	[ 3.91316]
D(CRE(-1))	0.306656	-0.016261	-0.011599	-0.001772	-0.019678
	(0.18225)	(0.04438)	(0.03393)	(0.02095)	(0.04858)
	[ 1.68260]	[-0.36639]	[-0.34184]	[-0.08460]	[-0.40510]
D(DPED(-1))	2.366766	-0.101360	0.148173	-0.088096	0.608348
	(0.83439)	(0.20319)	(0.15535)	(0.09590)	(0.22240)
	<b>[2.83653]</b>	[-0.49884]	[ 0.95382]	[-0.91864]	[ 2.73542]
D(DPSA(-1))	1.497004	-0.177818	-0.025733	0.030506	0.466798
	(0.85939)	(0.20928)	(0.16000)	(0.09877)	(0.22906)
	[ 0.74195]	[-0.84967]	[-0.16083]	[ 0.30886]	[ 2.03790]
D(FEMTR(-1))	2.405450	-0.218925	-0.445673	0.433197	0.355423
	(1.71107)	(0.41668)	(0.31857)	(0.19666)	(0.45607)
	[1.40581]	[-0.52540]	[-1.39899]	[ 2.20280]	[ 0.77932]
D(PJMT(-1))	0.944170	0.215454	-0.314916	0.068695	-0.151986
	(0.57688)	(0.14048)	(0.10740)	(0.06630)	(0.15376)
	[ 0.63668]	[ 1.53366]	[-2.93206]	[ 1.03609]	[-0.98846]
C	0.736849	0.018251	0.216057	0.112197	0.119285
	(0.60308)	(0.14686)	(0.11228)	(0.06931)	(0.16074)
	[ 1.22181]	[ 0.12427]	[ 1.92423]	[ 1.61868]	[ 0.74208]
R-squared	0.687308	0.235024	0.380669	0.271177	0.553412
Adj. R-squared	0.553562	0.035465	0.219104	0.081049	0.436911
Sum sq. resids	166.5095	9.874474	5.771733	2.199489	11.82925

Il ressort de nos résultats qu'à court terme, tous les indicateurs sociaux ne sont pas statiquement significatifs. Cependant, il y a l'existence de la relation de long terme entre la croissance économique et le financement du secteur de l'éducation, de la santé et l'emploi des jeunes.

Le financement du secteur de l'éducation permettrait de valoriser le capital humain, et l'augmentation du stock de connaissance aurait un impact statistiquement significatif à long terme sur la croissance économique.

Le financement du secteur de la santé permettrait l'amélioration du système sanitaire, ce qui aurait un impact positif sur la productivité de la population. Les travailleurs en bonne santé seront plus productifs, et boosteront le taux de croissance économique.

L'augmentation du taux d'emploi des jeunes aurait une influence considérable à long terme sur la croissance économique. Plus de 60 % de la population congolaise sont jeunes.

L'investissement dans la jeunesse est une garantie pour une croissance inclusive, soutenue et durable.

Les résultats obtenus démontrent que la majorité de la population est socialement exclue. Cette forte exclusion/faible inclusion sociale ne contribue pas à la création des richesses à court terme.

En termes de recommandations, le pouvoir public doit mettre en œuvre les politiques susceptibles de booster l'inclusion sociale afin de faire participer la majorité de la population à la création des richesses. Dans un pays à main d'œuvre majoritairement jeune, il sied d'investir plus dans la jeunesse pour stimuler la croissance à long terme. Ainsi, favoriser l'entrepreneuriat des jeunes, améliorer les conditions d'octroi des crédits contribueraient efficacement à l'employabilité de la jeunesse, à l'inclusion sociale et à la création des richesses.

En outre, l'éducation est une clé pour le développement socio-économique d'une nation. Il est temps d'augmenter la part du budget alloué au secteur de l'éducation, promouvoir la recherche scientifique et valoriser le capital humain. Cela est un gage pour une croissance soutenue, inclusive et durable.

## CONCLUSION

L'objectif de cette étude était d'évaluer la relation entre l'inclusion sociale et la croissance économique en République démocratique du Congo, depuis 1990 jusqu'en 2021. Pour ce faire, nous avons utilisé le modèle VECM qui nous a permis de ressortir la relation de long terme entre les indicateurs sociaux d'inclusivité et notre variable exogène. Les résultats obtenus montrent qu'il y a une faible inclusion sociale en RDC. De fait, aucun indicateur de l'inclusion sociale n'influence la croissance économique à court terme.

Cependant, lorsque la période devient longue, l'augmentation du financement dans l'éducation, dans la santé et la création d'emploi pour les jeunes boosteront l'inclusivité sociale et impacteront positivement et significativement la croissance économique. Ainsi, donc, il est recommandé aux pouvoirs publics d'augmenter la part du budget alloué à l'éducation et à la santé afin de valoriser le capital humain, de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et améliorer le climat des affaires en créant les conditions favorables d'accès aux crédits et à d'autres opportunités économiques. .

## REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Conseil économique et social. 2019.Édition spéciale : progrès vers les objectifs de développement durable. Rapport du Secrétaire Général.
- Document de programme (2019) : Programme Présidentiel Accéléré de lutte contre la pauvreté & les inégalité
- Douglas C. North, institutions, institutional change and economic performance, Cambridge University Press, New York, 1990.
- ECHAOUI. A & al. (2022) « Essai sur les liens entre les inégalités socio-économiques et la croissance inclusive (cas de la région MENA) », Revue Internationale du Chercheur « Volume 3 : Numéro 4 » pp :154 -- 176
- Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale : Guide méthodologique, Editions du Conseil de l'Europe F-67075 Strasbourg Cedex [http : //book.coe.int](http://book.coe.int)
- Evaluation de la pauvreté en RDC, Note d'information/01/DEP.ETUDES &DOC./FEC/2019 de mai 2019
- Im, K., Pesaran, H. and Shin, Y. (2003) Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels. Journal of Econometrics, Vol. 115, No. 1, pp. 53-74.
- Jonas Kibala Kuma. Modèle de croissance et politique économique en R.D Congo : Une analyse descriptive. 2019. fahal-02425118f
- La cible 16.7 vise à garantir une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux.

- ODD (2019) Rapport sur les objectifs de développement durable. Nations Unies, New York
- OMOMBO A., pour la croissance économique durable de la RDC, Cedi, Kinshasa, 2000, p.17
- Pesaran, H., Y. Shin and R. Smith (1999). Pooled Mean Group Estimation and Dynamic Heterogeneous Panels, Journal of the American Statistical Association, Vol. 94, N446, pp. 621-634.
- Plan National de Développement Sanitaire recadré pour la période 2019-2022 : Vers la couverture sanitaire universelle, ministère de la santé, septembre 2018
- Profil des pays 2017, République Démocratique du Congo, commission économique pour l'Afrique, Nations unies.
- Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T), Décembre 2021
  
- Qwight H. Perkins, et all, économie du développement, 3è édition, de boeck, Bruxelles 2012, p. 102-117
- RABARITSIMBA Fanomezantsoa Miyo, La croissance inclusive : étude de cas sur la réalité à Madagascar, Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques, Université d'Antananarivo 2017.
- Site Web de la Plateforme de suivi des politiques de la Convention 2005. Recherchez « inclusion ». Concernant les processus participatifs, sélectionnez « Partenariat avec la société civile » dans la case « Domaine de suivi ».
- Site Web des projets du FIDC. Sélectionnez « Participation plus large des individus et des groupes sociaux » dans la case « Action Impact ».
- Triplett J. (1998), «The Solow productivity paradox: what do computers do to productivity? » Zhuang, J., (ed.) (2010). «Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia: Measurement, Policy Issues, and Country Studies». Manila: Asian Development Bank.
- UNDESA.2009.Rapport pour la réunion du groupe d'experts sur les stratégies pratiques pour promouvoir l'intégration sociale : leçons tirées des politiques et pratiques existantes. <http://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2009/Ghana/ghanarepor...>
- UNESCO, Rapport Pleins feux sur l'achèvement de l'éducation de base et les apprentissages fondamentaux en RDC, 2020, p.12
- Wikimémoire, modèle de SOLOW, théorie de la croissance économique, décembre 16,2029